



Dans les manifestations contre la "réforme" des retraites.



Photos Informations ouvrières

De nombreux éditorialistes s'indignent que l'écrasante majorité des Français refuse la remise en cause de ce qu'ils appellent les « avantages acquis ». Ils s'alarment de la puissance du rejet de la « réforme » des retraites exprimé dans les grèves et les manifestations. Ils se félicitent de l'accord noué en public à la télévision entre Laurence Parisot (Medef) et François Chérèque (CFDT) pour « passer à autre chose » — en l'occurrence, la question des jeunes et des seniors —, du débat qui s'ouvre pour 2013 pour aller vers une retraite par points, remettant en cause la retraite par répartition (voir ci-contre). A l'opposé, il y a la masse des travailleurs, qui ne veulent pas voir liquider leurs droits et garanties acquis par leur lutte de classe avec leurs organisations syndicales. Pour cela, toutes les questions sont posées. Comment réaliser l'unité, la véritable unité, c'est-à-dire sur des bases claires, dans le respect de la volonté de l'écrasante majorité, et non pas dans une alliance ouvrant la voie à la recherche d'accords avec le Medef (lire page 3) ou dans une politique consistant, au nom d'une « bonne réforme », à amender le projet gouvernemental comme l'ont fait les parlementaires PS, PCF et Parti de gauche. Ce sont toutes ces questions que l'on retrouve dans la préparation de la conférence du 11 décembre (lire pages 4 et 5).

Jean-Marie Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, admet que dans la « réforme » que le PS fera en 2012, « il faudra cotiser plus longtemps ». Chérèque déclare : « Le système sera remis à plat en 2013 » par l'introduction de la retraite par points.

Attendre 2012 ? Pour mieux préparer une nouvelle « réforme » en 2013...

Par Yan Legoff

La loi sur les retraites a été adoptée par les députés, le mercredi 27 octobre. Comment une telle chose a-t-elle pu se produire ? Des centaines de milliers de grévistes, des millions de manifestants (qui seront encore près de deux millions, le lendemain, 28 octobre) n'ont pourtant cessé d'en exiger le retrait depuis des mois. L'opposition PS, PCF, Parti de gauche a, certes, voté contre le projet de loi. Mais jamais cette « opposition » ne s'est départie d'une logique d'amendements de la loi. Pour elle, pas question d'exiger le retrait du texte. Le matin du 7 octobre, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, explique pourquoi : « Nous admettons qu'il va falloir cotiser plus longtemps en fonction de l'espérance de vie et des besoins de financement », mais nous « donnons la possibilité à ceux qui ont commencé tôt ou qui travaillent dur, et qui souhaitent partir plus tôt, de pouvoir le faire à 60 ans ». « Nous n'avons jamais dit : pour tout le monde à taux plein », prend-il soin de préciser, ajoutant : « Il reste à construire une alternative, c'est la responsabilité de la gauche, du Parti socialiste, pour les années qui viennent, pour 2012. » En clair : il ne resterait plus qu'à attendre 2012, non pas pour voir abroger, en cas de victoire de la « gauche », la loi qui vient d'être votée, mais pour allonger davantage encore la durée de cotisation ! Et d'ailleurs, le projet de loi lui-même prévoit, dès 2013, le lancement d'une nouvelle offensive contre tous les régimes de retraite.

Un amendement gouvernemental, introduit à la dernière minute, dans la nuit du 20 au 21 octobre, au Sénat, prévoit qu'en 2013, pourra être lancée la « réflexion » sur « les conditions de mise en place d'un régime universel par points ». Bref, finis les régimes particuliers, le Code des pensions des fonctionnaires... La retraite serait calculée, dans ce système, sur la base des points cumulés durant toute la carrière et non plus sur la base des six derniers mois de salaire (pour les fonctionnaires) ou sur les vingt-cinq meilleures années (pour le privé). Tout travailleur le comprend : ce serait l'occasion d'une nouvelle et catastrophique baisse des pensions. Et pourtant, dans *Le Parisien* (29 octobre), François Chérèque, pour la CFDT, se félicite que soit « inscrit dans le texte de loi que le système sera remis à plat en 2013 ». Il y voit une « amélioration du projet de loi ». « Ce sera sûrement un débat de l'élection présidentielle de 2012 », ajoute-t-il. « Cet amendement (sur 2013) est un amendement intéressant », déclarait déjà Chérèque sur France 2, le 25 octobre. Ce à quoi la présidente du Medef, présente sur le même plateau, avait immédiatement répondu : « Une réforme systémique, que l'amendement propose d'étudier, c'est une réforme qui est tout à fait intéressante ; nous, on y est plutôt favorable a priori (...). Mais (cela) n'empêcherait pas de modifier les paramètres sur l'âge ou sur la durée. » Chérèque avait lancé aussitôt : « Personne n'a dit le contraire. » On comprend pourquoi Claude Bébear, le très influent président d'honneur de la compagnie d'assurances Axa (et partisan déclaré des fonds de pension), déclare au *Monde* (31 octobre) : « La CFDT prône un changement de système, elle milite pour la retraite par points. J'y suis favorable. » Après avoir lancé : « La capitalisation, il en faudra ! »

« Cette réforme ne suffira pas (...). Tous les professionnels de retraites savent qu'après la présidentielle de 2012, il faudra prendre de nouvelles mesures »

Pierre Pechery, directeur de France Retraite (*Le Parisien*, 2 novembre)

**11 DÉCEMBRE
CONFÉRENCE NATIONALE
POUR L'UNITÉ
OUVRIÈRE**

TÉMOIGNAGE

Une ouvrière de chez Schaeffer, à Haguenau (Bas-Rhin), manifestant le 28 octobre

« On ne s'est jamais mobilisé comme cela, on ne peut pas laisser tomber maintenant. Attendre 2012 et les élections ? Mais non, on ne peut pas attendre ! On ne sait pas si on sera encore là en 2012. Je vois mon fils, qui a 17 ans : il n'est plus à l'école, il n'a pas de boulot. C'est maintenant qu'il faut s'organiser et se battre. Je suis d'accord pour discuter de la conférence pour l'unité ouvrière qui se tiendra à Paris, le 11 décembre. »

L'accord Chérèque-Parisot-Estrosi pour "passer à autre chose"

Voilà où mène l'alliance avec Chérèque

Le 25 octobre, sur France 2, lors d'un débat dans l'émission "Mots croisés", François Chérèque (CFDT) et Laurence Parisot (Medef) ont passé en direct un accord pour ouvrir des négociations sur "l'emploi des jeunes et des seniors" afin d'accompagner l'augmentation de deux ans de l'âge de la retraite.

- **Laurence Parisot (Medef) :** Je pense qu'il faut déconnecter le sujet des jeunes du sujet des retraites. Je serais tout à fait favorable à ce qu'on discute.
- **Bernard Thibault (CGT) :** Il y a un lien, dès lors qu'on reporte de deux ans l'âge de départ en retraite, avec le niveau de recrutement des jeunes (...). Plutôt que nous faire travailler plus longtemps, il faut nous faire travailler tous. Et ça, c'est pas la direction qu'on prend.
- **François Chérèque (CFDT) :** Le meilleur qu'on ait à faire, puisque c'est central, c'est qu'on ouvre une négociation entre le patronat, les organisations syndicales, sur l'em-

ploi des jeunes, l'emploi des seniors. Je crois qu'on ne peut plus y couper. La responsabilité des entreprises est engagée. Le patronat a voulu cette réforme. Il faut maintenant entrer dans cette négociation sur l'emploi des jeunes, l'emploi des seniors. C'est une urgence.

- **Christian Estrosi, ministre de l'Industrie :** Je ne peux qu'y souscrire.
- **Parisot :** C'est un scoop, pour votre émission. Je voudrais dire à François Chérèque que je suis d'accord.
- **Juliane Charton (trésorière de l'organisation lycéenne UNL) :** Je suis ravie que vous dites que vous êtes prête à dialoguer.
- **Parisot :** Entre les organisations syndicales et les organisations patronales, je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale pour voir si on peut, sur ces sujets évoqués par François Chérèque, commencer à travailler ensemble. Et ce serait une bonne façon de commencer à passer à autre chose. *Le débat se clôt sur cette déclaration.*

Eclairage

Que cache la "négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors" ?

La proposition faite par Chérèque ne tombe pas du ciel. *Le Monde* (29 octobre) écrit : « L'idée de lier l'emploi des jeunes et des seniors n'est pas neuve (...). Le principe est d'aider les entreprises, via une aide fiscale, à retenir leurs salariés les plus âgés. Ceux-ci assurent alors le tutorat de jeunes recrues. Le gouvernement examine le dispositif avec d'autant plus d'attention qu'au Parti socialiste, François Hollande en fait l'une des mesures phares de son projet pour 2012. » Le consensus est donc à nouveau à l'œuvre, comme sur l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites.

La remise en cause du CDI

Mais au-delà de cette première proposition, la discussion sur « l'emploi des jeunes » cache une offensive bien plus grave. L'institut Montaigne, « laboratoire d'idées regroupant entrepreneurs, hauts fonctionnaires, universitaires », propose de supprimer le CDD, « un frein à l'entrée dans la vie active ». Le CDI serait alors rendu « plus flexible ». Cette remise en cause du CDI et des droits qui y sont liés est une offensive qui vient directement de l'Union européenne. Depuis plusieurs années, la Commission européenne ne cesse de lutter contre ce qu'elle appelle « la segmentation du travail ». Dans son récent rapport sur l'emploi pour l'année 2010, on lit : « La segmentation du marché du travail constitue un problème structurel dans plusieurs Etats membres, et la crise a montré dans quelle mesure elle fait peser sur les jeunes, par un recours plus large à des contrats atypiques, l'essentiel de la charge de la flexibilité de la main-d'œuvre. » Donc, en clair, la flexibilité devrait frapper tout le monde. Et ce rapport poursuit : « Il ressort de l'évolution de la situation en 2009 que la segmentation du marché fait supporter l'essentiel de l'effort de "flexibilité" aux travailleurs ayant un CDD ; cette inégalité est préjudiciable et constitue un facteur d'inefficacité, et il convient donc de mieux répartir l'équilibre flexibilité-sécurité entre tous les travailleurs. » Donc, résumons : la flexibilité doit s'appliquer à tous.

Daniel Shapira



"Il faut maintenant entrer dans cette négociation sur l'emploi des jeunes, l'emploi des seniors" (François Chérèque à Laurence Parisot)

François Chérèque : "On est des gens responsables"

Florilège de déclarations du dirigeant de la CFDT, sur France 2, le 25 octobre, se disant représentant de "l'intersyndicale"

« Je rappelle, et c'est important, que l'intersyndicale n'a jamais appelé à des mouvements de grève reconductible. Qu'il y ait ensuite des entreprises où ils ont décidé de faire grève plusieurs jours, c'est de leur responsabilité (...). Ce qui fait la caractéristique de ce mouvement, c'est (...) qu'il ne s'est pas caractérisé par de grands mouvements de grève. C'était un élément très important ; d'ailleurs, certains nous l'ont reproché et sont sortis de l'intersyndicale de ce fait. »

« Qui a dit ici qu'il ne fallait pas de réforme des retraites ? L'intersyndicale n'a jamais demandé le retrait de cette réforme. L'in-

tersyndicale s'est battue depuis deux mois pour une réforme des retraites, une autre réforme des retraites, et qui soit négociée (...). On est des gens responsables. »

« Le débat parlementaire va se terminer, c'est vrai, donc on sera dans une autre optique, c'est évident (...). On ne remet pas en cause la légitimité du Parlement (...). »

"L'intersyndicale n'a jamais demandé le retrait de cette réforme"

François Chérèque

« Dans la déclaration intersyndicale, on parle de "respect des personnes et des biens". C'était une volonté de la CFDT. Cela veut dire que, quand on nous demande de lever un blocage, on le lève dans les dépôts. »

ÉDITORIAL

"Nous ne sommes peut-être pas éloignés du moment où..."

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Et maintenant ? Loin de l'apaiser, le vote de la contre-réforme sur les retraites ne fait qu'approfondir la crise dans les cercles dirigeants de la classe capitaliste. « Cette déchirure de la société, cette épreuve de la démocratie laissent la nation comme un grand corps blessé (...). Sur des ruines, l'exécutif va devoir tenter de rebâtir un dialogue social. Non pas que celui-ci soit une fin en soi, mais un moyen de réformer », se désolent *Les Echos* (29 octobre). Autrement dit : passer à la suite, bouleverser l'édifice de l'assurance maladie, imposer les coupes les plus brutales dans les services publics est impossible sans « dialogue social », c'est-à-dire l'intégration des organisations syndicales. Peu importe, lui répond *Le Figaro* (2 novembre), pour qui il faut imposer à marche forcée toutes les contre-réformes anti-ouvrières. A « gauche », François Hollande n'adresse qu'une critique à Sarkozy : ne pas avoir associé les syndicats. Il prévient : « Celui qui sera élu à gauche devra faire une séance longue, plusieurs mois même, de dialogue social sur trois enjeux : l'emploi, la protection sociale et les conditions de travail (...). J'appelle ça les assises de la démocratie sociale. » Résumons : jusqu'en 2012, François Hollande et le PS ne feront rien pour abroger la contre-réforme Woerth ; élu en 2012, le PS n'abrogera pas la contre-réforme, mais organisera le « dialogue social » pour associer les syndicats aux contre-réformes destructrices.

Dans tous ces calculs, un oubli : à sept reprises, par millions, travailleurs et jeunes ont fait grève et sont descendus dans la rue pour exiger le retrait de la contre-réforme. Il n'est au pouvoir de personne d'effacer la puissance de ce mouvement qui a bouleversé la donne politique. Même si certains dirigeants, en refusant de lancer le mot d'ordre de grève jusqu'au retrait, permettent finalement à Sarkozy de faire passer la contre-réforme, cela ne garantit en rien le succès des contre-réformes à venir. Un autre commentateur des *Echos* (2 novembre) s'inquiète : « La population française ressent chaque réforme comme un nouveau coup dur (...). L'idée qui l'emporte est certes réductrice, mais simple : le mot "réforme" veut dire en réalité "sacrifice" (...). Comment imaginer qu'il est possible d'imposer toujours plus de sacrifices ? Nous ne sommes peut-être pas éloignés du moment où ceux qui se définissent et se perçoivent comme des victimes permanentes — ils ne sont pas minoritaires — enverront tout promener. »

Là est la source de la crise qui frappe institutions et gouvernement, et aiguise l'inquiétude des uns et des autres. Tout est bouleversé. La classe ouvrière, qui n'a pas gagné contre la réforme Woerth, a le sentiment légitime de n'avoir pas perdu. Une nouvelle phase de lutte de classe se dessine, qui n'attendra pas 2012. Elle formulera l'exigence de l'abrogation de la contre-réforme Woerth. Comme le dit cette ouvrière préparant la conférence pour l'unité ouvrière proposée par le Parti ouvrier indépendant : « A chaque fois, on est sorti à 8 ou 9 de l'atelier. Mais à la fin, elles ne sont pas venues parce qu'elles ne comprenaient pas pourquoi il fallait encore aller manifester. On ne s'est jamais mobilisé comme cela, on ne peut pas laisser tomber maintenant. Attendre 2012 et les élections ? Mais non, on ne peut pas attendre : on ne sait pas si on sera encore là en 2012. Je vois mon fils, qui a 17 ans, il n'est plus à l'école, il n'a pas de boulot. C'est maintenant qu'il faut s'organiser et se battre. »



P., ouvrière dans l'entreprise Tecumseh (Seine-Maritime) : "Ils cherchent à essouffler les salariés"

« C'est pas possible, les dirigeants de l'intersyndicale cherchent à essouffler les ouvriers : le nombre d'appels qu'ils ont lancés pour manifester et faire grève, ça commence à chiffrer. On étale les manifs, on étale... L'intersyndicale appelle au 28 octobre. C'est loin, pour les gars qui sont en grève depuis une semaine. On aurait tout concentré, ça aurait vraiment aidé (...). Les manifestations grossissent, c'est certain, mais c'est en réaction à ce que fait le gouvernement, et maintenant, le nombre de manifestants ne change rien. »

(Propos recueillis par nos correspondants, le 22 octobre, lors d'une discussion sur la conférence pour l'unité ouvrière)

11 DÉCEMBRE
CONFÉRENCE NATIONALE
POUR L'UNITÉ
OUVRIÈRE

“Comment faire céder le gouver Comment surmonter les obstacles auxquels nous

Ces questions, quel travailleur, quel militant ne se les pose-t-il pas aujourd'hui ? Elles sont au cœur de la préparation de la conférence nationale pour l'unité ouvrière, qui se tiendra, sur proposition du POI, le 11 décembre à Paris. Nos correspondants nous ont transmis des comptes rendus de discussions entre militants ouvriers, dans toute la France, qui désignent, au terme de leurs débats, leurs délégués à la conférence.



Photo Informations ouvrières

Amiens (Somme)

Des ouvriers : “On aurait fait sept jours de grève d'affilée, on aurait bloqué le pays”

Des syndicalistes salariés de Dunlop, Manufacture Siège de France et Plastic Omnium se sont réunis à Amiens après la manifestation du jeudi 28 octobre 2010. Le 5 novembre se tiendra une réunion à Amiens.

— « Pourquoi les dirigeants des organisations syndicales disent que ce sont les ouvriers qui doivent décider, alors que c'est eux qui peuvent le faire ? Cette journée, elle vient trop tard. On a laissé au gouvernement le temps de réagir. On les aurait pris à la gorge tout de suite, on n'en serait pas là.

— Pourquoi ont-ils tant attendu, là-haut ? C'était dès le départ qu'il fal-

lait décider. Pourquoi des multiplications de réunions intersyndicales pour décider d'une journée par-ci, d'une journée par-là ?

Ils auraient appelé à une vraie grève dès le départ, le gouvernement aurait plié, car il était au bord de la rupture.

L'appel, il vient d'en haut. Il faudrait qu'ils se bougent, là-haut. Si les syndicats ne réagissent pas autrement, alors on ira dans le mur.

— On aurait fait 7 jours de grève d'affilée, on aurait bloqué le pays (...).

A la tête, il faut arrêter la fausse mobilisation. Il y a plein de salariés qui vont avoir de sacrées pertes de salaires, et Thibault, Chèreque et les autres, ils vont avoir des pertes de salaires ? Non !

— Il est bien, cet appel pour la conférence. Il pose les vrais problèmes. A la base, quelles que soient nos organisations syndicales, nous sommes tous d'accord.

On est tous dans la rue pour la même chose : on ne veut pas de cette réforme. Alors, c'est bien là-haut que cela bloque. Vous avez raison, il faut rassembler tous ceux qui pensent la même chose pour se battre. »

Angers (Maine-et-Loire)

Trente militants se sont réunis en assemblée

Une table ronde s'est tenue, jeudi 28 octobre, à Angers, à l'initiative du POI. Se sont réunis à cette occasion, une trentaine de militants ouvriers engagés depuis des semaines dans la bataille pour la grève pour le retrait de la réforme des retraites. Ils soumettent le compte rendu succinct de leurs interventions et les premières conclusions qu'ils soumettent à la discussion et à la signature largement autour d'eux.

Ils proposent de mandater, sur ces bases, deux ou trois délégués à la conférence nationale de délégués prévue le 11 décembre à Paris, pour aider le mouvement de classe à réaliser son unité et à surmonter les obstacles qui ont empêché la grève générale pour le retrait de la réforme des retraites, pour aider la classe ouvrière à s'ouvrir la voie de la victoire.

Un salarié du Centre régional de rééducation et de réadaptation fonctionnelles (CRRRF) explique que, sur les 450 salariés en CDI au CRRRF, au total, 114 d'entre eux ont fait grève, à un moment ou à un autre, depuis le 7 septembre, malgré le service minimum et les assignations qui représentent une pression considérable sur chaque travailleur. Le mouvement en cours est profond : des travailleurs sont entrés dans le mouvement alors qu'ils ne le faisaient jamais auparavant.

Un syndicaliste d'ALM (l'Agglo d'Angers) revient sur la bagarre des derniers mois, qui a permis de clarifier la revendication et de concentrer le mouvement sur le mot d'ordre du retrait. Jusqu'au 12 octobre, l'unité FO-CGT ne s'est jamais faite. Le 12 au soir, ce sont les gars de la CGT qui ont proposé à FO de faire débrayer le service (...). Les piquets de grève ont été mis en place, et le centre d'incinération des déchets a été bloqué, entre autres. Puis, les camarades ont cherché à développer la grève. Mais les gars, dès le départ, disaient : « On va y aller. On part, mais on ne restera pas seuls en grève au-delà de huit jours ! » Au plus haut de la grève reconductible, 200 étaient en grève. Au plus haut des journées d'action, il y en a eu jusqu'à 600. Mais il ajoute que, quand il a proposé de s'adresser aux confédérations pour qu'elles appellent à la grève, la réponse a été un non ferme et définitif de la part des dirigeants de la CGT. Enfin, il soulève

le problème posé par les interventions des militants de SUD, concentrées dans les propos qu'une des leurs a tenus devant quatre-vingts agents rassemblés sur le parvis de la mairie d'Angers, indiquant « qu'il valait mieux bloquer les ronds-points plutôt que bloquer la production ! ».

Un instituteur revient sur la grève dans l'enseignement. Le 12 octobre, 180 collègues en assemblée générale votent la grève reconductible dans l'unité syndicale avec la FSU, FO, la CGT et SUD. C'est de la salle qu'est venue la demande de s'adresser aux confédérations pour qu'elles appellent alors à la grève pour le retrait.



Photo Informations ouvrières

Le 14 octobre, 200 collègues en AG. Une motion, qui incluait l'adresse aux dirigeants, a été votée à nouveau, quasiment sans discussion. Mais quand le texte voté en AG fut prêt à être diffusé, l'AG avait été levée, les participants dispersés et invités à se retrouver dans la salle du syndicat CGT des cheminots où se constituait alors la « coordination ».

Après ça, des enseignants de l'AG se sont retrouvés à distribuer, sur les ronds-points et devant les usines, un tract qui n'était pas celui de l'AG Education, qui n'avait été discuté nulle part, qui n'incluait pas l'adresse aux dirigeants (...). Le 18 octobre, AG Education de grève de 250 collègues. Nouveau projet de motion soumis à l'AG, avec l'adresse aux confédérations (...). Cette fois, c'est un tir de barrage nourri de la part des dirigeants de la FSU, de la CGT et de SUD qui refusent toute adresse aux confédérations, car « celles-ci refuseront de toute façon d'appeler à la grève », la généralisation de celle-

ci reposant donc sur les épaules des travailleurs et sur elles seules. Même chose le lendemain, le mardi 19 octobre. Le 21, veille des vacances scolaires, la grève diminue très sensiblement, pour s'arrêter le 22 (...).

Un travailleur de Thyssen (700 salariés) explique pourquoi il ne s'est rien passé dans son entreprise (...). Quand, en AG, les travailleurs demandent aux dirigeants : « Que proposez-vous ? », et que les dirigeants répondent en retournant la question à la salle : « Mais vous-mêmes, que proposez-vous ? », quand ils vous disent qu'à cent, on n'est pas assez nombreux pour démarrer, qu'il faudrait être au moins deux cent cinquante, alors, il n'y a plus rien d'autre à faire, pour ceux qui veulent se battre, que de suivre ceux qui proposent de se retrouver en « interpro » au local de la CGT des cheminots. Même ça, les dirigeants de la CGT de Thyssen l'ont refusé. Le camarade y est quand même allé, mais sans mandat. Il a l'impression d'être bloqué.

C'est un sentiment largement partagé dans sa boîte. Il va falloir débloquer ça pour avancer. Les rendez-vous de l'« interpro », avec les cheminots et les autres secteurs, lui ont permis de faire quelque chose, d'être utile au mouvement (...).

Un travailleur de Bull (250 salariés), intervient pour expliquer que, chez lui, la situation a été comparable. Il n'y a pas eu plus de vingt-cinq gars dans les assemblées générales.

La question, pour lui, est celle de l'orientation des dirigeants de la CGT, pas seulement chez Thyssen, mais dans toutes les entreprises.

Ils ont cherché, pour certains, à bloquer, comme chez Thyssen, par opposition aux partisans de la coordination, et pour d'autres, à promouvoir une vaine agitation sur les ronds-points ou dans les zones industrielles au nom de l'« interpro », les deux aspects pouvant d'ailleurs se combiner dans certaines boîtes. Mais il faut faire attention à cette agitation générée par la prétendue interpro, qui aboutit à épuiser les copains sur les ronds-points et devant les piquets de grève. Pour lui, c'est la grève générale qui est en question, celle qui verra des millions se mettre en grève.



Photo Informations ouvrières

Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France

Une syndiquée CGT : “Après le 12 octobre, je me suis dit que ça allait partir...”

« Il y a une complicité des organisations syndicales avec le gouvernement. Chèreque, on le savait... Mais Thibault est aussi d'accord avec lui (...). Ce qui vient de se passer, l'accord Thibault-Chèreque, vient de loin. Cela remonte à la loi d'août 2008 sur la représentativité syndicale (...).

Quand, après le 12 octobre, il y a eu le démarrage de grèves et de blocages, je me suis dit que ça allait partir. Mais les dirigeants ont joué la montre et ont empêché que ça aille plus loin, en fixant un calendrier bien trop élastique. On a l'impression que ce qui a été organisé l'a été pour que cela n'aboutisse pas (...).

Pour aller vers un mouvement qui aboutisse, cela s'organise, il faut le construire. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas d'issue dans les élections de 2012 (...). Il faut créer une convergence entre le bas et le haut, et peut-être qu'il faut que le bas oblige le haut à revenir aux fondamentaux qui ont permis par le passé de gagner des batailles (...). Pour moi, ce sont ces questions qu'il faut discuter dans la conférence. »

nement ? avons été confrontés ?”

Photo correspondant

XII^e arrondissement de Paris

“Je pense que les choses ne sont pas réglées... Il faut que la voix de la base se fasse entendre...”

Dans le XII^e arrondissement de Paris, l'appel à la conférence pour l'unité ouvrière est discuté à la caisse de retraite AGM, au centre de tri du Charolais, mais aussi à la Sécurité sociale, chez les enseignants. Cinq délégués se sont d'ores et déjà proposés lors de réunions de préparation. Voici un extrait de leurs discussions.

Mikael, postier : « Quand je vois ce qui se passe sur les retraites, je me dis : j'ai déjà connu ce scénario lors de la lutte contre la privatisation. Les journées d'action à répétition, le référendum citoyen, les rassemblements face au Sénat, les amendements par milliers, afin que ne soit pas clairement posée la revendication des postiers : le retrait de cette loi de privatisation. Comme pour La Poste, pas un amendement de la gauche n'a revendiqué le retrait du projet de loi sur les retraites. »

Jessica, postière : « Moi, je pense que les choses ne sont pas réglées. Il faut sortir de l'isolement. Il faut que la voix de la base se fasse entendre avec ses organisations. Si cette conférence peut aider dans ce sens, alors je suis d'accord pour être déléguée provisoire. »

Michèle, postière, responsable syndicale : « A l'AG pour la grève du 28 octobre, nous étions une cinquantaine. Tout le monde est d'accord qu'il faut se battre, mais tout le monde dit que ces journées d'action à répétition ne servent à rien ; la preuve, c'est que le gouvernement a fait adopter sa loi. Nous nous sommes adressés à plusieurs reprises en AG à Thibault et à Chérèque pour qu'ils appellent à la grève générale pour le retrait. Ils nous ont répondu par les journées d'action à

répétition. Pour beaucoup de collègues, il y en a marre des gens qui parlent en notre nom et qui font le contraire de ce que nous voulons.

Alors, je leur ai dit : c'est vrai ! La solution ne serait-elle pas, lorsqu'il y a la grève, de constituer des comités de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations syndicales, fédérés localement et sur le plan national, réalisant ainsi l'unité sur les revendications des travailleurs ? C'est vrai ! C'est ce qu'il faudrait faire, ont dit plusieurs collègues, et ils ont été applaudis. »

Stéphane, employé des caisses de retraite : « La camarade a raison. Si, depuis le début, on avait fait la grève générale jusqu'au retrait, le gouvernement aurait été contraint de retirer son projet de loi. Cette volonté de la base a été entravée par les sommets.

A l'AGM, on a fait l'unité de tous les syndicats pour le retrait. A quelques centaines de mètres de nous, dans l'arrondissement, il y a la RATP, les hôpitaux, La Poste, la Sécurité sociale, la SNCF et partout, des appels à la grève interpro pour le retrait. Et, curieusement, nous sommes restés chacun dans notre entreprise, bien que tous d'accord pour le retrait. L'offensive du gouvernement va se poursuivre contre les caisses de retraite, la Sécurité et tout le monde le sait au niveau des employés et cadres. Il faut trouver les moyens de prendre contact les uns avec les autres et ne pas rester isolés, sinon on y n'arrivera pas. La conférence pour l'unité ouvrière peut être un moyen dans cette voie. » ■

Toulon (Var)

La discussion tourne autour du contrôle par les travailleurs de leur propre mouvement

A la fin de la manifestation du 28 octobre, à Toulon, quinze personnes se sont réunies à l'invitation du POI : ouvriers de l'Arsenal, agents de l'Équipement, salariés du privé, retraités. L'appel à la conférence nationale du 11 décembre pour l'unité ouvrière a été présenté et la discussion a commencé. Extraits.

« J'ai noté quelques réflexions de collègues de l'arsenal : “Pourquoi une seule journée, pourquoi on n'a pas rejoint les raffineries ? Pourquoi on ne bloque pas l'entrée de la ville ? Notre seule arme, c'est la réunion de tous les syndicats. On a laissé pourrir la grève dans les autres secteurs (...).”

— Donc, ça pose la question des prises de position dans les instances syndicales, s'adressant

aux dirigeants pour qu'ils lancent cet appel (...).

— Les dirigeants, on peut s'en passer !

— S'ils appelaient clairement, ça serait plus facile.

On ne peut se passer de ces dirigeants, ils sont à la tête des organisations syndicales. Ce qui nous manque, c'est un appel national. Donc, il faut se rassembler et construire une force politique plus grande pour imposer ce mandat (...).

— Cela commence par poser la question du contrôle par les travailleurs de leur mouvement de grève : par deux fois, devant une porte de l'Arsenal, et devant une porte du port de commerce, un dirigeant a été mis en minorité. Contre sa décision d'arrêter le blocage, la masse des militants présents, tous syndicats confondus, ont décidé de rester. »

Décision a été prise de publier le compte rendu de cette discussion et d'organiser une conférence départementale avant le 11 décembre. Un des participants est d'accord pour être délégué à la conférence nationale sur ce mandat. ■

CHRONOLOGIE

Après le 12 octobre, le spectre du blocage total du pays hante patrons et gouvernement... Qu'a-t-il manqué ?

Photo AFP



Dans la manifestation de Saint-Nazaire, le 28 octobre.

Le 12 octobre, jour où des millions de manifestants défilent une nouvelle fois pour le retrait du projet de loi, François Chérèque déclare au Monde : « L'intersyndicale n'a jamais appelé aux grèves reconductibles » et elle « n'appelle pas au retrait de la réforme ».

Dans Le Parisien, Bernard Thibault déclare que le mot d'ordre de grève reconductible « va être donné au cas par cas, entreprise par entreprise », et que bloquer le pays « n'est pas l'objectif ».

Malgré ces déclarations, la grève est massive. Elle se poursuit les jours suivants dans de nombreux services et entreprises du public et du privé. Exprimant une aspiration profonde, qui monte dans tout le pays, les agents hospitaliers de Dreux, avec leurs syndicats FO et CGT, déclarent, après avoir manifesté : « Nous voulons le retrait de cette loi comme nous le demandons depuis quatre mois, comme le demandent nos fédérations et nos unions départementales. Cette loi n'est ni amendable ni négociable. Les journées d'action n'ont pas fait reculer Sarkozy, Fillon et Woerth. Alors, la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait est à l'ordre du jour pour faire céder le gouvernement. Pour que la grève soit puissante et rassemble le plus largement, il faut que l'objectif soit très clair : retrait de la loi Sarkozy. Pour que la grève fasse céder le gouvernement, il est nécessaire que tous les dirigeants opposent l'exigence claire du retrait face aux manœuvres du gouvernement (prétendus amendements...). Sur ce mandat, nous votons pour la reconduite de la grève. »

Alors que la grève paralyse le port de Marseille depuis le début du mois, les agents territoriaux de la ville rejoignent le mouvement. Services des crèches, cantines, ramassage des ordures se mettent à l'arrêt. Dans tout le pays, les raffineries décident aussi la grève.

● Le 13 octobre, soixante-dix assemblées générales se tiennent dans les différents sites d'EDF.

● Le 14, la grève des agents territoriaux touche quarante-trois départements. La moitié des cantines scolaires de Bordeaux sont fermées. L'AFP recense, pour le seul département du Nord, trente appels à la grève reconductible dans les entreprises industrielles. A la SNCF la grève est aussi reconduite, dans des assemblées générales massives. Dans de nombreux établissements scolaires, se tiennent aussi des assemblées générales.

Tout le monde a le sentiment que la situation pourrait basculer à tout moment. C'est dans cette situation que se réunissent les confédérations, le 14 octobre. Les diri-

geants CFTD, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, CGC et CFTC se gardent bien d'encourager ce mouvement ascendant de grève, reportant au mardi 19 tout appel à la grève. Encore une journée d'action...

● Mais pourtant, le 15, les unions départementales des Ardennes appellent à la grève reconductible les salariés du département dès le lundi 18.

Dans ce département, les syndicats enseignants « réaffirment l'exigence répétée depuis de nombreuses semaines du retrait du projet de loi » en demandant aux « confédérations nationales d'appeler à la grève jusqu'au retrait ».

A Météo France, les syndicats CGT, FO, Solidaires et CFTD appellent aussi à se mettre en grève reconductible à partir du 15.

● Dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18, les routiers se joignent au mouvement dans tout le pays, se portant notamment sur le blocage des dépôts de carburant.

● Le 19, à nouveau, des millions de travailleurs manifestent, rejoints par des centaines de milliers de jeunes, lycéens et étudiants. Dans des centaines de facs et de lycées, les assemblées générales décident d'amplifier la mobilisation : contraindre les parents à travailler deux ans de plus, c'est condamner davantage encore la jeunesse au chômage et à la précarité. Les dirigeants du patronat étalent le même jour leur « inquiétude » : « Nous n'avons pas les moyens de soutenir des grèves qui durent longtemps », lâchent-ils dans la presse.

● Le 20, le gouvernement reconnaît qu'un tiers des stations-service sont à sec.

● Et pourtant, le 21, les confédérations syndicales, toujours sans FO, et cette fois sans Solidaires, bottent une nouvelle fois en touche. Elles reportent au 28 octobre la nouvelle journée de grèves et de manifestations, soit neuf jours après celle du 19, alors que le Parlement aura définitivement bouclé l'examen du projet de loi ! Pis, elles déclarent qu'elles « veilleront au respect des biens et des personnes ».

Une formule qui indigné de nombreux militants, alors que, dans les heures et les jours qui suivent, le gouvernement déchaîne les ordres de réquisition et les débloquages musclés des piquets de grève aux portes des raffineries et des dépôts en grève.

● Et pourtant, le 28, à nouveau, deux millions de travailleurs et jeunes manifestent... Y. L. ■